



**Introduction de l'assemblée générale
De M. Bernard PEZOUS le président de l'AMF 82
À l'occasion du Salon des maires organisé
Le 28 septembre – Castelsarrasin**

*Monsieur le préfet,
Mesdames les Députées,
Messieurs les Sénateurs,
Madame la VP du conseil régional, mesdames et messieurs les C
Régionaux
Monsieur le président du CD, mesdames et messieurs les C
Départementaux
Monsieur le Président du Tribunal judiciaire
Monsieur le Procureur de la République,
Mesdames et Messieurs les sous-préfets,
Monsieur le Président du Tribunal judiciaire
Monsieur le Procureur de la République,
Mesdames et Messieurs les chefs de service de l'État et représentants
Des autorités militaires,
Monsieur le Président honoraire de l'AMF 82 (cher Francis)
Mesdames et Messieurs les Maires, (chers collègues)
Mesdames et Messieurs les présidents des EPCI,
Mesdames, Messieurs en vos grades et qualités,
Chers amis*

Alors que la rentrée était marquée par une forte incertitude politique et une
situation institutionnelle inédite, même si l'on a aujourd'hui un nouveau

gouvernement après **75 jour de carence**, la ligne politique n'est pas encore clairement définie.

L'AMF rappelle les principes fondamentaux qui doivent selon elle guider les relations entre l'Etat et les collectivités, et attire l'attention des pouvoirs publics sur plusieurs dossiers prioritaires.

En liminaire des propos qui dénonce la manière dont l'état traite les élus locaux.

Je tiens à bien préciser qu'à l'échelle locale en Tarn et Garonne, appréciée de tous les maires et présidents de communauté nous avons une véritable écoute et une implication totale de la part les services d'état sous l'égide de Mr le préfet (Vincent ROBERTI)

L'état déconcentré mérite d'avoir encore plus de pouvoirs ainsi, avec une meilleure décentralisation l'action adaptée des collectivités à leur territoire serai encore plus efficace.

Les maires et présidents d'intercommunalité doivent être respectés.

Les attaques répétées de l'Exécutif national envers les maires, accusés d'être responsables de la dégradation des comptes publics, de freiner la construction de logements, ou d'artificialiser excessivement les sols, sont malvenues et contreproductives. (Nous reviendrons en détail sur ces sujets dans le déroulé de notre assemblée)

Ces attaques répétées détournent l'attention des vrais enjeux, tels que la nécessité de remédier à la dérive des comptes de l'Etat, ou de libérer les contraintes qui pèsent sur le logement pour surmonter la crise. A l'heure où un nouveau Gouvernement s'apprête à donner sa feuille de route,

L'AMF souhaite qu'il engage un dialogue loyal avec les collectivités pour construire une relation de confiance et travailler ensemble.

L'Etat doit trouver sa juste place dans le fonctionnement des pouvoirs locaux.

Cela implique qu'il remplisse son rôle, notamment sa mission première de sécurité, et qu'il cesse d'empiéter sur des compétences qui appartiennent aux collectivités, comme l'urbanisme. (Non à la subsidiarité)

Dans cette période d'incertitude, les communes sont plus que jamais un pôle de stabilité et un repère pour les Français.

Elles font fonctionner les services publics de proximité et démontrent, par leur action pragmatique, innovante et efficace au quotidien, que l'échelon local est porteur de solutions pour le pays. Il est essentiel de libérer leur capacité d'agir, en les débarrassant de la bureaucratie excessive qui entrave leur action, et en leur laissant les moyens financiers de le faire.

L'AMF appelle de ses vœux la concrétisation d'une réelle décentralisation.

Pour apporter une respiration démocratique et améliorer l'efficacité de

l'action publique en rapprochant la décision et l'exécution des politiques publiques du citoyen, l'AMF appelle à la concrétisation d'une réelle décentralisation.

Elle se tient à la disposition du nouveau Gouvernement et du Parlement pour y travailler.

Les nouveaux ministres étant opérationnels, plusieurs enjeux devront par ailleurs être traités de façon prioritaire par le Gouvernement et le Parlement.

 **En matière de finances locales, alors que se prépare le budget pour 2025, l'AMF rappelle que les collectivités ne sont pas à l'origine du déficit public colossal et de la dette.**

 **respecter le décret qui réintègre les communes ZRR écartée dans la parution des Zones FRR**

 **La sécurité est une autre préoccupation majeure des maires et de leurs habitants.**

L'Etat ne saurait exonérer de sa mission première Face à l'explosion des violences depuis 2017, la participation des maires à la sécurisation de leur commune, notamment par le recrutement de policiers municipaux ou l'installation de systèmes de vidéoprotection avec des budgets contraints pour palier a une mission régalienne a ces limites.

C'est une priorité même si une étape est franchie avec la nouvelle gendarmerie il faut davantage de gendarmes et de police

 **L'amélioration des conditions d'exercice des mandats locaux reste une nécessité.**

Pour faciliter l'engagement local des citoyens en 2026.

L'AMF avait travaillé avec le Sénat et le Gouvernement sur un ensemble de mesures, qui devra être repris par le législateur pour aboutir d'ici la fin de l'année, comme l'Exécutif s'y était engagé.

 **L'AMF alerte aussi sur la situation financière des EHPAD, notamment publics mais aussi privés, et la prise en charge du grand âge.**

Il convient en urgence de répondre aux situations les plus critiques, et l'AMF plaide pour que les établissements municipaux **qui n'ont pas perçu d'aides exceptionnelles** puissent en bénéficier.

Face aux défis du vieillissement, l'AMF porte aussi la demande d'une politique nationale à destination des personnes âgées s'appuyant sur des financements dédiés, et non sur les budgets communaux, aujourd'hui contraints.

Plus largement, c'est tout l'accès aux soins qu'il convient de revoir, tant la multiplication des déserts médicaux fait naître des inquiétudes légitimes chez tous nos concitoyens.

 Enfin, la crise de l'offre de logements reste au cœur des préoccupations prioritaires des maires.

L'AMF a proposé un ensemble de mesures pour libérer l'acte de construire, et appelle le Gouvernement et le Parlement à s'en saisir.

Dans ce contexte de rentrée, l'AMF lance une vaste campagne à

destination du grand public pour souligner le rôle essentiel des communes et intercommunalités, et la nécessité de libérer l'action locale.

Durant mes propos vous avez pu regarder l'affiche de cette campagne et « philosopher » sur sa signification ??

LES COMMUNES HEUREUSEMENT !

« Le petit film qui va suivre va en dévoiler tous les secrets »

Merci pour votre écoute

